

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

- Publication des places vacantes :
- substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles : 1;
 - commis-secrétaire au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Turnhout : 1.

Coordination officieuse de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifiée par les lois des 29 juillet 1934, 4 mai 1936, 6 juillet 1978, 30 janvier 1991 et 5 août 1991.

Remarque : Dans la version néerlandaise, certains mots à orthographe archaïque datant de 1933 ont été adaptés, mais les formes grammaticales archaïques ont été conservées. Une version officielle actualisée de ces textes doit encore être réalisée.

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}, § 1^{er}. Sont seules autorisées à fabriquer, réparer ou stocker des armes à feu, des pièces de ces armes ou des munitions, à en faire le commerce ou à intervenir comme intermédiaire dans ce commerce, les personnes physiques ou morales agréées par le gouverneur de province où ces personnes se proposent d'exercer leur activité.

Le gouverneur statue sur la demande d'agrément après avoir reçu l'avis motivé du procureur du Roi de l'arrondissement et du bourgmestre de la commune où le requérant se propose d'exercer son activité.

En cas de refus d'agrément total ou partiel, le demandeur dispose d'un recours auprès du Ministre de la Justice, dans des conditions déterminées par le Roi.

L'agrément ne peut être refusé que pour des raisons tenant au maintien de l'ordre public. Toute décision de refus du Ministre ou du gouverneur de province doit être motivée.

§ 2. Toutefois, le gouverneur peut immédiatement déclarer irrecevables les demandes introduites par les personnes suivantes :

1^o les personnes qui ont été condamnées à une peine criminelle ou internées par application de la loi de défense sociale du 9 avril 1930 ou de celle du 1^{er} juillet 1964;

2^o les personnes qui ont été condamnées comme auteur ou complice à une peine privative de liberté de trois mois au moins, pour avoir commis une des infractions prévues :

a) par la présente loi et ses arrêtés d'exécution;

b) par les articles 101 à 135quinquies, 193 à 214, 233 à 236, 269 à 274, 313, 322 à 331, 336, 337, 344, 345, 347bis, 392 à 415, 423 à 442, 461 à 468, 510 à 516 et 520 à 525 du Code pénal;

c) par les articles 17, 18, 29 à 31 et 33 à 41 du Code pénal militaire;

d) par les articles 33 à 37 et 67 à 70 du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime;

e) par la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées et complétant, la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions;

f) par la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosifs ou susceptibles de déflager et ses arrêtés d'exécution;

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

- Bekendmaking van de openstaande plaatsen :
- substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel : 1;
 - klerk-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout : 1.

Officieuze coördinatie van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, gewijzigd bij de wetten van 29 juli 1934, 4 mei 1936, 6 juli 1978, 30 januari 1991 en 5 augustus 1991.

Opmerking : In de Nederlandse versie zijn bepaalde woorden, die nog op de wijze van 1933 waren gespeld, aangepast aan de moderne schrijfwijze maar de oude grammaticale vormen zijn gehandhaafd. Een bijgewerkte officiële versie van die teksten moet nog worden uitgewerkt.

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. § 1. Alleen de natuurlijke personen of rechtspersonen die zijn erkend door de gouverneur van de provincie waar zij voornemens zijn hun activiteit uit te oefenen, worden gemachtigd vuurwapens, onderdelen ervan of munitie te vervaardigen, te herstellen of op te slaan, alsook daarin handel te drijven of als tussenpersoon in die handel op te treden.

De gouverneur doet uitspraak over de aanvraag om erkenning na ontvangst van het met redenen omkleed advies van de procureur des Konings van het arrondissement en van de burgemeester van de gemeente waar de verzoeker voornemens is zijn activiteit uit te oefenen.

Ingeval de erkenning geheel of gedeeltelijk geweigerd wordt, kan de verzoeker in beroep gaan bij de Minister van Justitie, op de wijze die de Koning bepaalt.

De erkenning kan alleen worden geweigerd om redenen die verband houden met de handhaving van de openbare orde. Elke beslissing tot weigering vanwege de Minister of de provinciegouverneur moet met redenen omkleed zijn.

§ 2. Niettemin kunnen de aanvragen van volgende personen door de gouverneur onmiddellijk onontvankelijk worden verklaard :

1^o personen die tot een criminele straf veroordeeld zijn of geïnterneerd zijn krachtens de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij of krachtens de wet van 1 juli 1964;

2^o personen die als dader of mededader veroordeeld zijn tot een vrijheidsstraf van ten minste drie maanden wegens een van de misdrijven bepaald in :

a) deze wet en in de besluiten tot uitvoering ervan;

b) de artikelen 101 tot 135quinquies, 193 tot 214, 233 tot 236, 269 tot 274, 313, 322 tot 331, 336, 337, 344, 345, 347bis, 392 tot 415, 423 tot 442, 461 tot 468, 510 tot 518 en 520 tot 525 van het Strafwetboek;

c) de artikelen 17, 18, 29 tot 31 en 33 tot 41 van het Militair Strafwetboek;

d) de artikelen 33 tot 37 en 67 tot 70 van het Tucht en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij;

e) de wet van 29 juli 1934 waarbij de private milities verboden worden en waarbij de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, aangevuld wordt;

f) de wet van 28 mei 1956 betreffende de ontplofbare en voor de deflagratie vatbare stoffen en mengsels en in de besluiten tot uitvoering ervan;

g) par la loi du 11 septembre 1982 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et ses arrêtés d'exécution.

h) par la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de technologie y afférente.

3° les personnes morales dont un administrateur, gérant, commissaire ou préposé à l'administration ou à la gestion a été condamné ou a fait l'objet d'une mesure de sûreté dans les conditions prévues aux 1° et 2° ci-dessus;

4° les personnes qui, à l'étranger, ont :

a) été condamnées à une peine qui correspond à l'internement;

b) fait l'objet d'une mesure qui correspond à l'internement;

c) été condamnées comme auteur ou complice à une peine qui correspond à une peine privative de liberté d'une durée de cinq ans au moins, retiré, limité à des opérations, des armes ou à des munitions déterminées, ou limité à une durée déterminée, lorsque le titulaire :

§ 3. Le gouverneur rejette immédiatement les demandes introduites par les personnes physiques âgées de moins de 18 ans.

§ 4. Les décisions prises en fonction des §§ 2 et 3 le sont sans autre motivation et n'appellent aucun recours.

Art. 2. § 1^{er}. L'agrément est accordé pour une durée indéterminée et peut être limité à des opérations, des armes ou à des munitions déterminées.

§ 2. L'agrément peut être suspendu pour une durée de un à six mois, retiré, limité à des opérations, des armes ou à des munitions déterminées, ou limité à une durée déterminée, lorsque le titulaire :

1° se trouve dans une des catégories visées à l'article 1^{er}, § 2;

2° ne respecte pas les dispositions de la présente loi et des arrêtés pris pour son exécution ou les limitations visées au § 1^{er};

3° a obtenu l'agrément sur base de la communication de renseignements inexacts;

4° n'a pas exercé, pendant un an, les activités faisant l'objet de l'agrément;

5° exerce des activités qui, par le fait qu'elles sont exercées concurremment avec les activités faisant l'objet de l'agrément, peuvent porter atteinte à l'ordre public.

§ 3. Le titulaire de l'agrément, qui fait l'objet d'une décision prévue au § 2 du présent article, dispose d'un recours auprès du Ministre de la Justice, dans les conditions déterminées par le Roi.

CHAPITRE II. — Des armes

Première section. — Classification des armes

Art. 3. Sont réputés armes prohibées : les poignards et couteaux en forme de poignards, à l'exclusion des couteaux de chasse, les cannes à épée et cannes-fusils, les casse-tête, les fusils pliants d'un calibre supérieur au calibre 20, les fusils dont le canon ou la crosse se démonte en plusieurs tronçons, et toutes armes offensives cachées ou secrètes qui ne seraient pas réputées armes de défense ou armes de guerre.

Sont réputées armes de défense : les armes, dites armes à feu courtes, dont le canon a une longueur égale ou inférieure à trente centimètres ou dont la longueur totale ne dépasse pas soixante centimètres, les armes à feu longues semi-automatiques et les armes à feu longues à percussion annulaire.

Sont réputées armes de guerre : les armes à feu automatiques, les armes à feu propres à servir à l'armement des troupes à l'exception des pistolets et revolvers, et les armes à feu civiles qui ont l'apparence d'armes à feu automatiques.

Sont réputées armes de panoplie : les armes d'intérêt historique, folklorique ou décoratif définies par le Roi, ainsi que les armes à feu rendues inaptes au tir selon des modalités arrêtées par le Roi.

Sont réputées armes de chasse ou de sport, celles qui ne se classent dans aucune des catégories ci-dessus.

Un arrêté royal classera dans une des catégories indiquées ci-dessus les armes dont le type serait douteux.

Deuxième section. — Des armes prohibées

Art. 4. Nul ne peut fabriquer, réparer, exposer en vente, vendre, distribuer, importer ou transporter des armes prohibées en tenir en dépôt ou en être porteur.

g) de la loi du 11 septembre 1982 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises et ses arrêtés d'exécution.

h) de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de technologie y afférente.

3° les personnes morales dont un administrateur, gérant, commissaris of aangestelde voor het beheer of het bestuur, is veroordeeld of onderworpen aan een veiligheidsmaatregel in omstandigheden als bedoeld in 1° en 2° hiervoren;

4° de personen die in het buitenland :

a) zijn veroordeeld tot een straf die met internering overeenstemt;

b) het voorwerp hebben uitgemaakt van een maatregel die met internering overeenstemt;

c) als dader of mededader zijn veroordeeld tot een straf die overeenstemt met een vrijheidsstraf van ten minste vijf jaar, of met een vrijheidsstraf van ten minste drie maanden wegens een van de misdrijven die in het 2° zijn bepaald.

§ 3. De gouverneur wijst onmiddellijk de aanvragen af die werden ingediend door natuurlijke personen, jonger dan 18 jaar.

§ 4. De beslissingen die overeenkomstig de §§ 2 en 3 worden genomen, gebeuren zonder verdere opgaaf van redenen en zijn niet vatbaar voor beroep.

Art. 2. § 1. De erkenning wordt verleend voor onbepaalde duur en kan worden beperkt tot bepaalde verrichtingen of tot bepaalde soorten wapens en munitie.

§ 2. De erkenning kan worden geschorst voor een periode van één maand tot zes maanden, ingetrokken, beperkt tot bepaalde verrichtingen of tot bepaalde soorten wapens of munitie, of beperkt tot een bepaalde duur, indien de houder :

1° behoort tot de categorieën genoemd in artikel 1, § 2;

2° de bepalingen van deze wet en de besluiten tot uitvoering ervan of de beperkingen van § 1 niet in acht neemt;

3° de erkenning op grond van onjuiste inlichtingen heeft verkregen;

4° gedurende een jaar de activiteiten waarop de erkenning betrekking heeft, niet heeft uitgeoefend;

5° activiteiten uitoefent die door het feit dat zij worden uitgeoefend tezamen met de activiteiten waarvoor de erkenning is bekomen, de openbare orde kunnen verstoren.

§ 3. De houder van de erkenning die het voorwerp uitmaakt van de in § 2 van dit artikel bepaalde beslissing, kan in beroep gaan bij de Minister van Justitie, op de wijze die de Koning bepaalt.

HOOFDSTUK II. — Van de wapens

Eerste afdeling. — Rangschikking van de wapens

Art. 3. Worden geacht verboden wapens te zijn : dolken en dolkmessen, met uitsluiting van jachtmessen, degenstokken en geweerstokken, knotsen, vouwgeweren boven kaliber 20, geweren waarvan de loop of de kolf in verschillende delen kan worden uiteengenomen en alle verdoken of geheime aanvalswapens die niet als verweerwapens of oorlogswapens mochten beschouwd zijn.

Als verweerwapens worden beschouwd de wapens, korte vuurwapens genaamd, waarvan de lengte van de loop dertig centimeter of minder bedraagt of waarvan de totale lengte niet meer dan zestig centimeter bedraagt; de lange halfautomatische vuurwapens en de lange vuurwapens met ringvormige percussie.

Als oorlogswapens worden beschouwd de automatische vuurwapens, de vuurwapens bestemd voor de bewapening van troepen-eenheden, met uitzondering van pistolen en revolvers, en de voor burgerdoeleinden bestemde vuurwapens, die de vorm hebben van automatische vuurwapens.

Als wapens voor wapenrekken worden beschouwd de wapens met een historische, folkloristische of decoratieve waarde als bepaald door de Koning, alsook de vuurwapens die overeenkomstig regels vastgesteld door de Koning, voor het schieten onbruikbaar zijn gemaakt.

Worden geacht jacht- of sportwapens te zijn, die welke tot geen van bovenstaande categorieën behoren.

Wapens van twijfelachtig model worden bij koninklijk besluit in een van bovenstaande categorieën gerangschikt.

Tweede afdeling. — Van verboden wapens

Art. 4. Niemand mag verboden wapens vervaardigen, herstellen, te koop stellen, verkopen, uitdelen, invoeren of vervoeren, opslaan of dragen.

En cas d'infraction à l'alinéa précédent, les armes seront saisies, confisquées et détruites, même si elles n'appartiennent pas au condamné.

La prohibition prévue ne s'applique pas, dans les conditions à déterminer par le gouvernement, aux fusils pliants fabriqués pour l'exportation ou aux autres armes prohibées dont la fabrication pour l'exportation serait autorisée par arrêté royal.

Troisième section. — Des armes de défense

Art. 5. Sauf le cas d'exportation directe par le vendeur ou cédant, nul ne peut vendre ou céder une arme à feu de défense qu'aux personnes agréées conformément à l'article 1^{er} et aux personnes munies d'une autorisation visée à l'article 6.

L'importation des armes à feu de défense n'est permise qu'aux personnes agréées conformément à l'article 1^{er} et aux personnes munies d'une autorisation de détenir l'arme importée, visée à l'article 6.

La vente, la cession ou l'importation d'une arme longue semi-automatique, conçue pour la chasse et dont le chargeur ou le magasin a une capacité de deux cartouches au plus et est inamovible ou intransformable, est cependant autorisée au titulaire d'un permis de chasse ou d'un document équivalent déterminé par le Ministre de la Justice.

Art. 6. § 1^{er}. La détention d'une arme à feu de défense est interdite aux particuliers, sauf autorisation délivrée par le chef de corps de la police communale ou, à défaut, par le commandant de la brigade de gendarmerie du domicile du requérant. Si l'autorisation est refusée, la décision doit être motivée.

Si l'autorisation a été refusée ou s'il n'a pas été donné suite à la requête dans les trois mois, le gouverneur de la province du domicile du requérant peut l'accorder après avoir pris l'avis du procureur du Roi de l'arrondissement du domicile du requérant.

S'il apparaît que la détention peut porter atteinte à l'ordre public, le gouverneur de la province du domicile du requérant peut suspendre ou retirer l'autorisation par décision motivée, après avoir pris l'avis du procureur du Roi de l'arrondissement du domicile du requérant.

§ 2. Si le requérant n'est pas domicilié en Belgique, l'autorisation est délivrée par le Ministre de la Justice ou son délégué et peut être limitée à la détention de l'arme à l'exclusion des munitions.

S'il apparaît que la détention peut porter atteinte à l'ordre public, le Ministre ou son délégué peut la suspendre ou la retirer. Cette décision doit être motivée.

§ 3. Le particulier qui a acquis une arme dans les conditions prévues à l'article 5, alinéa 3, est autorisé à la détenir pendant les dix années qui suivent la délivrance du permis de chasse ou d'un document équivalent.

Art. 7. Nul ne peut porter une arme de défense si ce n'est pour un motif légitime et moyennant la possession d'un permis de port d'arme, délivré par le gouverneur de la province du domicile du requérant, après avis du procureur du Roi de l'arrondissement du domicile du requérant.

Si le requérant n'est pas domicilié en Belgique, le permis de port d'arme est délivré par le Ministre de la Justice ou son délégué.

Le permis de port d'arme est délivré pour une durée maximale de trois ans, mentionne les conditions auxquelles est subordonné le port d'arme et doit être porté en même temps que l'arme.

L'autorité qui a délivré un permis de port d'arme peut le suspendre ou le retirer par une décision motivée, s'il apparaît que le port de l'arme peut porter atteinte à l'ordre public, que les conditions auxquelles est subordonné le port de l'arme ne sont pas respectées ou que les motifs invoqués pour obtenir le permis n'existent plus.

Le présent article ne s'applique pas au port, par le titulaire d'un permis de chasse, à l'occasion de la chasse, d'une arme visée à l'article 5, alinéa 3.

In geval van inbreuk op de vorige alinea, worden de wapens in beslag genomen, verbeurd verklaard en vernietigd, zelfs indien zij niet aan de veroordeelde toebehoren.

De voorziene verbodsbepaling geldt niet, in de door de regering te bepalen voorwaarden, voor de vouwgeweren vervaardigd, met het oog op de uitvoer, of voor de andere verboden wapens waarvan de vervaardiging, met het oog op de uitvoer, bij koninklijk besluit mocht gemachtigd zijn.

Derde afdeling. — Van verweerwapens

Art. 5. Behoudens het geval van rechtstreekse uitvoer door de verkoper of de overdrager, mag niemand een verweervuurwapen verkopen of overdragen dan aan de overeenkomstig artikel 1 erkende personen of aan hen die houder zijn van de in artikel 6 bedoelde vergunning.

De invoer van verweervuurwapens is alleen toegestaan aan de overeenkomstig artikel 1 erkende personen en aan hen die houder zijn van de in artikel 6 bedoelde vergunning tot het voorhanden hebben van het ingevoerde wapen.

De verkoop, de overdracht of de invoer van lange halfautomatische wapens ontworpen voor de jacht en waarvan de lader of het magazijn ten hoogste twee patronen kan bevatten en niet kan worden weggenomen of omgevormd, is evenwel toegestaan aan personen die houder zijn van een jachtvergunning of een daarmee gelijkgesteld stuk als bepaald door de Minister van Justitie.

Art. 6. § 1. Behoudens een vergunning verleend door de korpschef van de gemeentepolitie of, wanneer er geen is, door de commandant van de rijkswachtbrigade van de woonplaats van de verzoeker, is het aar particulieren verboden een verweervuurwapen voorhanden te hebben. Indien de vergunning wordt geweigerd, moet de beslissing met redenen worden omkleed.

Indien de vergunning geweigerd is of indien binnen de drie maanden geen gevolg wordt gegeven aan het verzoek, kan de gouverneur van de provincie waar de verzoeker zijn woonplaats heeft deze verlenen na het advies te hebben ingewonnen van de procureur des Konings van het arrondissement waar de verzoeker zijn woonplaats heeft.

Indien blijkt dat het voorhanden hebben van het wapen de openbare orde kan verstoren, kan de gouverneur van de provincie waar de verzoeker zijn woonplaats heeft de vergunning bij een met redenen omklede beslissing schorsen of intrekken na het advies te hebben ingewonnen van de procureur des Konings van het arrondissement waar de verzoeker zijn woonplaats heeft.

§ 2. Indien de verzoeker geen woonplaats in België heeft, wordt de vergunning verleend door de Minister van Justitie of door zijn gemachtigde en kan zij worden beperkt tot het voorhanden hebben van het wapen zonder de munitie.

Indien blijkt dat het voorhanden hebben van het wapen de openbare orde kan verstoren, kan de Minister of zijn gemachtigde de vergunning schorsen of intrekken. Deze beslissing moet met redenen zijn omkleed.

§ 3. De particulier die een wapen heeft verkregen onder de voorwaarden gesteld in artikel 5, derde lid, is gerechtigd dat wapen gedurende tien jaar volgend op de het uitreken van de jachtvergunning of van een gelijkwaardig stuk voorhanden te hebben.

Art. 7. Niemand mag een verweerwapen dragen tenzij om een wettige reden en mits hij in het bezit is van een vergunning tot het dragen van een wapen verleend door de gouverneur van de provincie van de woonplaats van de verzoeker, na advies van de procureur des Konings van het arrondissement van de woonplaats van de verzoeker.

Indien de verzoeker geen woonplaats in België heeft, wordt de vergunning tot het dragen van een wapen verleend door de Minister van Justitie of door zijn gemachtigde.

De vergunning tot het dragen van een wapen wordt verleend voor een duur van ten hoogste drie jaar, zij vermeld de voorwaarden waarvan het dragen van het wapen afhankelijk wordt gesteld en moet samen met het wapen worden gedragen.

De overheid die de vergunning tot het dragen van een wapen heeft verleend, kan ze bij een met redenen omklede beslissing schorsen of intrekken indien blijkt dat het dragen van het wapen de openbare orde kan verstoren, dat de voorwaarden waarvan het dragen van het wapen afhankelijk wordt gesteld niet worden nagekomen, of dat de gronden die zijn aangevoerd met het oog op het bekomen van de vergunning niet meer bestaan.

Dit artikel is niet van toepassing op het dragen van een wapen bedoeld in artikel 5, derde lid, door de houder van een jachtvergunning, tijdens de jacht.

Quatrième section. — Des armes de guerre

Art. 8. Sauf le cas d'exportation directe par le vendeur ou cédant, on ne peut vendre ou céder une arme à feu de guerre qu'aux personnes agréées conformément à l'article 1^{er} et aux personnes munies de l'autorisation prévue aux articles 11 et 12.

Art. 9. L'importation des armes à feu de guerre n'est permise qu'aux personnes agréées conformément à l'article 1^{er} et aux personnes qui bénéficient de l'autorisation visée à l'article 11 de détenir l'arme importée.

Art. 10. Il est interdit de porter une arme de guerre sans motif légitime.

Art. 11, § 1^{er}. La détention d'une arme à feu de guerre est interdite aux particuliers, sauf autorisation délivrée par le gouverneur de la province du domicile du requérant, après avis conforme du chef de corps de la police communale ou, à défaut, du commandant de la brigade de gendarmerie du domicile du requérant.

Si le requérant n'est pas domicilié en Belgique, l'autorisation est accordée par le Ministre de la Justice ou son délégué et peut être limitée à la détention de l'arme à l'exclusion des munitions.

§ 2. L'autorité qui a délivré l'autorisation peut la suspendre ou la retirer par une décision motivée, s'il apparaît que la détention de l'arme peut porter atteinte à l'ordre public.

Art. 12. Sont interdits tous exercices collectifs, même effectués sans armes, s'ils sont destinés à enseigner aux particuliers l'emploi de la force ou l'emploi des armes.

Toutefois, le Roi peut les autoriser à certains jours et lieux déterminés en spécifiant l'endroit où les armes et munitions devront être déposées dans l'intervalle.

Section 4bis. — Des armes de panoplie

Art. 12bis. Le port d'une arme de panoplie n'est permis qu'à celui qui peut justifier d'un motif légitime.

Cinquième section. — Des armes de chasse ou de sport

Art. 13. Le port d'une arme de chasse ou de sport n'est permis qu'à celui qui peut justifier d'un motif légitime.

Sixième section. — Dispositions communes à certaines armes

Art. 14. Lorsqu'un arrêté royal pris en exécution de l'article 3, alinéa 6, classe des armes de chasse ou de sport comme armes de défense ou comme armes de guerre, les personnes qui détiennent de telles armes doivent les faire immatriculer dans les conditions à déterminer par le Roi. Une autorisation de détention de telles armes leur est délivrée gratuitement.

Celui qui acquiert une arme de défense ou une arme de guerre dans des conditions autres que celles prévues aux articles 8 et 11 doit introduire une demande d'autorisation de détention dans les trois mois de l'acquisition de l'arme. Il peut détenir provisoirement l'arme jusqu'à ce qu'il soit statué sur sa demande, sauf s'il apparaît, par une décision motivée de l'autorité concernée, que cette détention peut porter atteinte à l'ordre public.

Lorsque :

1^o une décision d'interdiction de détention provisoire d'une telle arme est prise à l'égard d'une personne visée à l'alinéa 2;

2^o une autorisation de détention d'une telle arme est refusée à une personne visée à l'alinéa 2;

3^o une autorisation de détention est suspendue ou retirée conformément aux articles 8 et 11, § 2,

l'arme doit être, dans le délai prescrit par la décision de refus, de suspension ou de retrait, déposée chez une personne agréée ou cédée à une personne agréée ou à une personne autorisée à la détenir.

Art. 14bis. — Il est interdit :

1^o de vendre des armes par correspondance aux particuliers;

2^o de vendre des armes à feu à des particuliers de moins de 18 ans;

3^o de faire de la publicité pour des armes prohibées;

Vierde afdeling. — Van oorlogswapens

Art. 8. Behoudens het geval van rechtstreekse uitvoer door de verkoper of de afstanddoener, mag een oorlogsvuurwapen slechts verkocht of afgestaan worden aan de overeenkomstig artikel 1 erkende personen en aan de personen voorzien van de bij de artikelen 11 en 12 bedoelde machtiging.

Art. 9. Invoer van oorlogsvuurwapens is slechts toegelaten aan de overeenkomstig artikel 1 erkende personen en aan de personen voorzien van de machtiging, bepaald bij artikel 11, om het ingevoerde wapen voorhanden te hebben.

Art. 10. Het is verboden zonder wettige reden een oorlogswapen te dragen.

Art. 11, § 1. Behoudens een vergunning verleend door de gouverneur van de provincie waar de verzoeker zijn woonplaats heeft, na gelijkluidend advies van de korpschef van de gemeentepolitie of, wanneer er geen is, van de commandant van de rijkswachbrigade van de woonplaats van de verzoeker, is het aan particulieren verboden een oorlogsvuurwapen voorhanden te hebben.

Indien de verzoeker geen woonplaats heeft in België, wordt de vergunning verleend door de Minister van Justitie of door zijn gemachtigde en kan zij worden beperkt tot het voorhanden hebben van het wapen zonder de munitie.

§ 2. De overheid die de vergunning heeft verleend, kan ze bij een met redenen omklede beslissing schorsen of intrekken indien blijkt dat het voorhanden hebben van het wapen de openbare orde kan verstoren.

Art. 12. Alle, zelfs zonder wapens, gehouden collectieve oefeningen zijn verboden, indien zij bestemd zijn om de private personen in het gebruik van geweld of het gebruik van wapens te onderrichten.

De Koning kan deze evenwel toelaten op sommige bepaalde dagen en plaatsen, met nadere aanduiding van de plaats waar de wapens en munitie middelerwijl moeten bewaard worden.

Afdeling 4bis. — Wapens voor wapenrekken

Art. 12bis. Het dragen van een wapen voor wapenrekken is alleen toegestaan aan diegene, die daartoe van een wettige reden kan doen blijken.

Vijfde afdeling. — Van jacht- en sportwapens

Art. 13. Het dragen van een jacht- of sportwapen is enkel toegelaten aan hem die een wettige reden kan doen gelden.

Zesde afdeling. — Bepalingen welke gemeen zijn aan sommige wapens

Art. 14. Wanneer een koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 3, zesde lid, jacht- of sportwapens indeelt bij de verweerwapens of bij de oorlogswapens, moeten de personen die dergelijke wapens voorhanden hebben, ze laten inschrijven onder de voorwaarden die de Koning bepaalt. Een vergunning om dergelijke wapens voorhanden te hebben wordt hun kosteloos uitgereikt.

Hij die een verweerwapen of een oorlogswapen verkrijgt in andere omstandigheden dan die welke zijn bepaald in de artikelen 8 en 11, moet binnen drie maanden nadat hij het wapen heeft verkregen, een vergunning om een dergelijk wapen voorhanden te hebben, aanvragen. Hij mag het wapen voorlopig voorhanden hebben totdat over de aanvraag is beslist, behalve indien bij een met redenen omklede beslissing van de betrokken overheid blijkt dat het voorhanden hebben ervan de openbare orde kan verstoren.

Wanneer :

1^o een beslissing wordt getroffen, waarbij aan een persoon bedoeld in lid 2, wordt verboden een dergelijk wapen voorlopig voorhanden te hebben;

2^o de vergunning tot het voorhanden hebben van een dergelijk wapen wordt geweigerd aan een persoon bedoeld in lid 2;

3^o de vergunning tot het voorhanden hebben van een dergelijk wapen overeenkomstig de artikelen 8 en 11, § 2, wordt geschorst of ingetrokken,

moet het wapen binnen de termijn bepaald in de beslissing van weigering, schorsing of intrekking opgeslagen worden bij een erkend persoon of overgedragen worden aan een erkend persoon dan wel aan een persoon die gemachtigd is het wapen voorhanden te hebben.

Art. 14bis. — Het is verboden :

1^o wapens per postorder te verkopen aan particulieren;

2^o vuurwapens te verkopen aan particulieren jonger dan 18 jaar;

3^o reclame te maken voor verboden wapens;

4° de faire de la publicité pour des armes à feu de défense ou de guerre ou d'exposer de telles armes en vente sans indiquer de façon visible que leur détention est soumise à autorisation;

5° de vendre des armes à feu autres que des armes de panoplie sur des marchés publics, dans des bourses et à d'autres endroits, où il n'y a pas d'établissements permanents.

Le Roi peut déterminer la forme et le contenu de la publicité visée aux 3° et 4°.

CHAPITRE III. — Des munitions

Art. 15. § 1^{er}. Il est interdit de vendre ou de céder à des particuliers des munitions d'armes de défense ou de guerre, si ce n'est pour l'arme faisant l'objet de l'autorisation prévue aux articles 6 ou 11 et sur présentation du document.

Il est de même interdit de vendre ou de céder des munitions d'armes de défense aux personnes munies d'un acte d'autorisation qui, conformément aux articles 6, § 2, ou 11, § 1^{er}, n'est pas valable pour l'acquisition de munitions.

Les dispositions des alinéas 1^{er} et 2 s'appliquent également aux douilles et projectiles.

§ 2. Il est interdit de fabriquer, de vendre, d'importer ou de tenir en dépôt :

- 1° des munitions perforantes, incendiaires ou explosives;
- 2° des munitions à effet expansif pour pistolets et revolvers;
- 3° des projectiles pour ces munitions.

Cette interdiction ne s'applique pas aux munitions fabriquées pour l'exportation.

§ 3. Un arrêté royal pourra étendre les dispositions des §§ 1^{er} et 2 aux munitions ou projectiles dont le type serait douteux.

CHAPITRE IV Des dépôts d'armes et de munitions

Art. 16. Sauf le cas prévu à l'article 12, il est interdit à toute personne non agréée, conformément à l'article 1^{er} de posséder un dépôt d'armes de défense ou de guerre sans une autorisation délivrée par le gouverneur de la province du lieu du dépôt, après avis du procureur du Roi de l'arrondissement du lieu de dépôt. Cette autorisation mentionne les conditions auxquelles est subordonnée la possession du dépôt.

L'autorité qui a délivré une autorisation peut la suspendre ou la retirer par une décision motivée s'il apparaît que l'existence du dépôt peut porter atteinte à l'ordre public, que les conditions auxquelles est subordonnée la possession du dépôt ne sont pas respectées ou que les motifs invoqués pour obtenir l'autorisation n'existent plus.

Ces dispositions s'appliquent également aux dépôts de munitions destinées aux armes visées ci-dessus.

Le Roi détermine le nombre et le type d'armes et de munitions dont la réunion en un même lieu constitue un dépôt.

CHAPITRE V. — Des sanctions

Art. 17. Les contrevenants aux dispositions de la présente loi ou des arrêtés pris pour son exécution seront punis d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 100 francs à 10 000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Seront punis des mêmes peines ceux qui, sciemment, auront fait des déclarations inexactes en vue d'obtenir les agréments, autorisations et permis visés par la présente loi ou les arrêtés pris pour son exécution, ainsi que ceux qui auront fait usage de ces déclarations.

Sans préjudice de l'application de l'alinéa 2 de l'article 4, la confiscation est prononcée conformément à l'article 42 du Code pénal. Toutefois, en cas d'infraction aux dispositions réglementaires prises en vertu de l'article 25, le juge peut ne pas la prononcer.

Art. 18. Les dispositions des articles 198, 199 et 202 du Code pénal relatives aux ports d'armes seront applicables aux autorisations prévues par la présente loi.

Art. 19. En cas de récidive dans les deux ans, les personnes agréées conformément à l'article 1^{er} pourront être condamnées à la fermeture temporaire ou définitive de la fabrique, de l'atelier ou du magasin.

4° reclame te maken voor verweer- of oorlogsvuurwapens of zodanige wapens te koop stellen zonder op zichtbare wijze aan te geven dat voor het voorhanden hebben ervan een vergunning is vereist;

5° op openbare markten, beurzen en andere plaatsen waar geen vaste vestiging voorzien is andere vuurwapens te verkopen dan wapens voor wapenrekken.

De Koning kan vorm en inhoud van de in 3° en 4° bedoelde reclame bepalen.

HOOFDSTUK III. — Van de munitie

Art. 15. § 1. Het is verboden aan particulieren munitie voor verweer- of oorlogswapens te verkopen of over te dragen, tenzij voor het wapen waarvoor de vergunning bepaald in de artikelen 6 of 11 is verleend, en op vertoon van het stuk.

Het is eveneens verboden munitie voor verweerwapens te verkopen of over te dragen aan personen in het bezit van een vergunning die overeenkomstig de artikelen 6, § 2, of 11, § 1, niet geldig is voor de aankoop van munitie.

De bepalingen van leden 1 en 2 zijn ook van toepassing op de patroonhulzen en de projectielen.

§ 2. Het is verboden te vervaardigen, te verkopen, in te voeren of op te slaan :

- 1° indringende, brandstichtende of ontploffende munitie;
- 2° opensplijtende munitie voor pistolen en revolvers;
- 3° projectielen voor deze munitie.

Het verbod geldt niet voor munitie die wordt vervaardigd voor de uitvoer.

§ 3. Een koninklijk besluit mag de bepalingen van §§ 1 en 2 uitbreiden tot munitie of projectielen van twijfelachtig model.

HOOFDSTUK IV Van opslagplaatsen van wapens en van munitie

Art. 16. Behoudens het geval bepaald bij artikel 12, is het verboden aan ieder persoon die niet overeenkomstig artikel 1 is erkend, verweer- of oorlogswapens op te slaan zonder een vergunning verleend door de gouverneur van de provincie waarin de opslagplaats gelegen is, na advies van de procureur des Konings van het arrondissement waarin de opslagplaats gelegen is. Die vergunning vermeldt de voorwaarden waarvan het bezitten van een opslagplaats afhankelijk wordt gesteld.

De overheid die de vergunning heeft verleend, kan ze bij een met redenen omklede beslissing schorsen of intrekken indien blijkt dat het bestaan van de opslagplaats de openbare orde kan verstoren, dat de voorwaarden waarvan het bezitten van een opslagplaats afhankelijk wordt gesteld niet worden nagekomen, of dat de gronden die zijn aangevoerd met het oog op het bekomen van de vergunning niet meer bestaan.

Die bepalingen zijn eveneens van toepassing op de opslagplaatsen van munitie bestemd voor hogerbedoelde wapens.

De Koning bepaalt het aantal wapens en het type van wapens en munitie die, indien zij zich op een zelfde plaats bevinden, een opslagplaats vormen.

HOOFDSTUK V. — Strafbepalingen

Art. 17. Zij die de bepalingen van deze wet of van de voor haar uitvoering genomen besluiten overtreden, worden gestraft met gevangenisstraf van één maand tot drie jaar en met een geldboete van 100 frank tot 10 000 frank, of met een dezer straffen alleen.

Met dezelfde straffen worden gestraft zij die wetens onjuiste verklaringen hebben afgelegd om de erkenningen, vergunningen of bewijzen bedoeld door deze wet of door de besluiten tot uitvoering ervan te bekomen, alsook de personen die van deze verklaringen gebruik maken.

Onverminderd de toepassing van de tweede alinea van artikel 4, wordt de verbeurdverklaring uitgesproken, overeenkomstig artikel 42 van het Wetboek van Strafrecht. Evenwel, staat het de rechter vrij ze niet uit te spreken in geval van inbreuk op de krachtens artikel 25 genomen reglementaire bepalingen.

Art. 18. De bepalingen van de artikelen 198, 199 et 202 van het Wetboek van Strafrecht op de wapenverloven zijn van toepassing op de bij deze wet voorziene machtigingen.

Art. 19. Bij herhaling binnen de twee jaar, kunnen de overeenkomstig artikel 1 erkende personen veroordeeld worden tot de tijdelijke of definitieve sluiting van hun fabriek, werkplaats of winkel.

Art. 20. Toutes les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal auxquelles il n'est pas dérogé par la présente loi sont applicables aux infractions prévues par cette loi ou par les arrêtés pris pour son exécution.

Art. 21. Les sanctions prévues par la loi générale sur les douanes et accises sont applicables aux importations d'armes effectuées en violation des prescriptions de la présente loi ou des arrêtés pris pour son exécution.

CHAPITRE VI. — Des exceptions

Art. 22. Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux commandes d'armes ou de munitions pour l'Etat ou les administrations publiques.

Elles ne s'appliquent pas non plus aux agents de l'autorité ou de la force publique qui portent en service ou détiennent, pour le service, une arme faisant partie de leur équipement réglementaire.

Les services de l'autorité ou de la force publique dont font partie ces agents sont déterminés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

CHAPITRE VII. — Dispositions diverses

Art. 23. En cas d'émeutes, d'attroupements suspects ou d'atteintes portées à la paix publique, le bourgmestre ou le gouverneur peuvent ordonner la fermeture ou l'évacuation de tous magasins ou dépôts d'armes ou de munitions et le transfert de celles-ci en un lieu indiqué par eux, à charge pour l'Etat d'indemniser le propriétaire des armes et des munitions évacuées dans le cas où elles n'auraient pu lui être restituées ou auraient été détériorées.

Art. 24. Les membres de la gendarmerie, de la police communale et de la police judiciaire, le directeur et les agents du banc d'épreuves des armes à feu, les inspecteurs et contrôleurs des explosifs et les agents de l'Inspection générale économique, commissionnés en qualité d'officiers de police judiciaire, recherchent et constatent les infractions à la présente loi et aux arrêtés pris pour son exécution.

Ils peuvent, pour l'accomplissement de leur mission :

1^o pénétrer en tous lieux où les personnes agréées exercent leurs activités et où des personnes sont autorisées à posséder un dépôt;

2^o se faire produire tous documents, pièces, registres, livres et objets se trouvant dans ces lieux ou qui sont relatifs à leurs activités.

Art. 25. Le Roi arrête les mesures destinées à assurer la constatation des acquisitions, des ventes, des cessions, des importations et des exportations d'armes à feu et de munitions, ainsi que de la détention d'armes à feu.

Art. 26. Le gouvernement peut étendre en tout ou en partie aux armes autres que les armes à feu, les dispositions des articles 1^{er}, 2, 5, 6, 8, 9, 11, 14, 14^{bis} et 25.

Art. 27. Les dispositions concernant les armes à feu s'appliquent également aux pièces détachées soumises à l'épreuve légale, ainsi qu'aux accessoires qui, montés sur une arme à feu, ont pour effet de modifier la catégorie à laquelle l'arme est réputée appartenir.

Les personnes physiques ou morales tenant un musée ou une collection privée à caractère historique d'armes et de munitions de défense ou de guerre doivent être agréées conformément aux articles 1^{er} et 2.

Art. 28. Le Roi détermine les conditions de sécurité auxquelles sont soumis le stockage, le transport, le dépôt et la collection d'armes ou de munitions.

Il détermine les conditions de délivrance et la forme des documents prévus par la présente loi.

Il détermine le montant des droits ou redevances perçus à l'occasion de leur délivrance.

Il règle le numérotage des armes à feu et des pièces d'armes à feu soumises à l'épreuve.

Art. 29. Le Ministre de la Justice fait annuellement rapport écrit aux Chambres afin de les informer sur l'évolution des normes internationales qui peuvent avoir un impact sur la législation nationale en la matière.

Art. 20. Al de bepalingen van boek I van het Wetboek van Strafrecht, waarvan bij deze wet niet wordt afgeweken, zijn van toepassing op de overtredingen voorzien bij deze wet of bij de voor haar uitvoering genomen besluiten.

Art. 21. De straffen voorzien bij de algemene wet inzake douane en accijnzen, zijn van toepassing op de invoer van wapens in strijd met de bepalingen dezer wet of de voor haar uitvoering genomen besluiten.

HOOFDSTUK VI. — Van de uitzonderingen

Art. 22. De bepalingen dezer wet zijn niet van toepassing op de bestellingen van wapens of van munitie voor de Staat of voor de openbare besturen.

Zij zijn evenmin van toepassing op de ambtenaren van het openbaar gezag of van de openbare macht, die een wapen dat tot hun voorgeschreven uitrusting behoort, in dienst bij zich hebben of voor de dienst voorhanden hebben.

De diensten van het openbaar gezag of van de openbare macht waartoe deze ambtenaren behoren worden aangeduid door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit.

HOOFDSTUK VII. — Onderscheidene bepalingen

Art. 23. In geval van mouterij, verdachte samenshoring of inbreuk op de openbare orde, kan de burgemeester of de gouverneur sluiting of ontruiming gelasten van al de winkels of opslagplaatsen van wapens of van munitie en deze doen overbrengen naar een door hem aangewezen plaats, mits schadeloosstelling, door de Staat, van de eigenaar der weggeruimde wapens en munitie, in geval deze hem niet konden teruggeschonken worden of mochten beschadigd zijn.

Art. 24. De leden van de rijkswacht, van de gemeentepolitie en van de gerechtelijke politie, de directeur en de beambten van de proefbank voor vuurwapens, de inspecteurs en controleurs van springstoffen en de ambtenaren van de Economische Algemene Inspectie, aan wie bevoegdheid van officier van gerechtelijke politie is verleend, sporen de overtredingen van deze wet en van de besluiten genomen ter uitvoering ervan op en stellen ze vast.

Voor de uitvoering van hun opdracht mogen zij :

1^o zich toegang verschaffen tot alle plaatsen waar de erkende personen hun activiteiten uitoefenen en waar personen een vergunning bezitten om wapens op te slaan;

2^o zich alle documenten, stukken, registers, boeken en voorwerpen, die zich in die plaatsen bevinden of die hun activiteiten betreffen, doen voorleggen.

Art. 25. De Koning bepaalt de maatregelen ter vaststelling van het verkrijgen, de verkoop, de overdracht, de in- en uitvoer van vuurwapens en munitie en het voorhanden hebben van vuurwapens.

Art. 26. De regering kan de toepassing van de bepalingen van de artikelen 1, 2, 5, 6, 8, 9, 11, 14, 14^{bis} en 25, geheel of gedeeltelijk uitbreiden tot andere wapens dan vuurwapens.

Art. 27. De bepalingen met betrekking tot de vuurwapens zijn ook van toepassing op de losse onderdelen die aan de wettelijk voorgeschreven proef zijn onderworpen, alsook op hulpstukken, die aangebracht op het vuurwapen, tot gevolg hebben dat het wapen in een andere categorie wordt ondergebracht.

Voor de natuurlijke of rechtspersonen die een museum of een privé-verzameling van historische aard hebben van oorlogs- of verweerwapens en munitie is een erkenning vereist overeenkomstig de artikelen 1 en 2.

Art. 28. De Koning bepaalt de veiligheidsvoorwaarden waaraan het opslaan, het vervoeren, het in bewaring geven en het verzamelen van wapens of munitie zijn onderworpen.

Hij bepaalt de voorwaarden voor het verlenen van de in deze wet bedoelde documenten en hun vorm.

Hij bepaalt het bedrag van de rechten of retributies die geheven worden bij het verlenen ervan.

Hij regelt de nummering van vuurwapens en onderdelen van vuurwapens onderworpen aan de proef.

Art. 29. Jaarlijks brengt de Minister van Justitie schriftelijk verslag uit bij de Kamers om hen in te lichten over de ontwikkeling van de internationale normen die een invloed hebben op de nationale wetgeving ter zake.